

**MARCHE PUBLIC DE PRESTATIONS INTELLECTUELLES**

**Direction de l'Administration  
et des Finances**  
Service Achats Marchés

---

**Dossier suivi par :**  
Service achats/marchés

**CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES (CCAP)  
n°58 du 13 décembre 2024**

**Relatif à**

---

**Mission d'Assistance à maîtrise d'ouvrage pour la conduite de  
la fin de l'opération immobilière en cours de réalisation sur le  
site ANSES de Lyon**

**SOMMAIRE**

<b>ARTICLE 1</b>	<b>DISPOSITIONS GENERALES</b>	<b>3</b>
1.1	MODE DE PASSATION ET OBJET DU MARCHE	3
1.2	DUREE ET PLANNING DE REALISATION	3
1.3	ARRET DE L'EXECUTION DES PRESTATIONS	3
1.4	PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHE	3
1.5	DISPOSITION PARTICULIERE :	3
1.6	FORME DES NOTIFICATIONS ET INFORMATIONS.	3
1.7	COTRAITANCE	4
1.8	SOUS-TRAITANCE	4
<b>ARTICLE 2</b>	<b>MODALITES D'EXECUTION DES PRESTATIONS</b>	<b>5</b>
2.1	DISPOSITION GENERALES ET REFERENCES AUX NORMES	5
2.2	DELAIS D'EXECUTION	5
2.3	REUNION	5
2.4	LIVRABLES	5
2.5	PENALITES	5
2.5.1	PENALITES POUR RETARD DANS LA REMISE DES DOCUMENTS	6
2.5.2	PENALITES EN CAS D'ABSENCE AUX REUNIONS	6
<b>ARTICLE 3</b>	<b>RESPONSABILITE ET OBLIGATIONS DU TITULAIRE</b>	<b>6</b>
3.1	PERSONNEL DU TITULAIRE – DOMMAGES	6
3.2	DISPOSITIONS APPLICABLES EN CAS DE MOUVEMENTS SOCIAUX DU PERSONNEL DU TITULAIRE OU D'IMPOSSIBILITE MOMENTANEE D'EXECUTER LES PRESTATIONS	6
3.3	CLAUDE ENVIRONNEMENTALE	6
3.4	ASSURANCES	7
3.5	CONFIDENTIALITE	7
3.6	PREVENTION DE SANTE SECURITE AU TRAVAIL	7
3.7	CLAUDE DE REEXAMEN	8
<b>ARTICLE 4</b>	<b>CESSION DES DROITS</b>	<b>9</b>
<b>ARTICLE 5</b>	<b>VERIFICATION ET ADMISSION</b>	<b>9</b>
<b>ARTICLE 6</b>	<b>MODALITES FINANCIERES</b>	<b>9</b>
6.1	FORME DU PRIX	9
6.2	AVANCE	10
6.3	REGLEMENT DES COMPTES	10
6.4	PRESENTATION DES DEMANDES DE PAIEMENTS – FACTURATION ELECTRONIQUE	10
6.4.1	PRESENTATION DES DEMANDES DE PAIEMENTS	10
6.4.2	MODALITES DE DEPOTS DES FACTURES	11
<b>ARTICLE 7</b>	<b>AUTRES DISPOSITIONS</b>	<b>12</b>
<b>ARTICLE 8</b>	<b>LITIGES</b>	<b>12</b>
<b>ARTICLE 9</b>	<b>RESILIATION</b>	<b>12</b>
9.1	DISPOSITIONS GENERALES	12
9.2	EXÉCUTION DE LA PRESTATION AUX FRAIS ET RISQUES DU TITULAIRE	12
<b>ARTICLE 10</b>	<b>DEROGATIONS AU CCAG-PI</b>	<b>12</b>

## **ARTICLE 1 DISPOSITIONS GENERALES**

### **1.1 MODE DE PASSATION ET OBJET DU MARCHE**

Le présent marché est un marché public de prestations intellectuelles passé en procédure adaptée en application du Code la Commande publique.

**Mission d'Assistance à maitrise d'ouvrage pour la conduite de la fin de l'opération immobilière en cours de réalisation sur le site ANSES de Lyon.**

Le détail de la mission confiée au titulaire du présent marché est défini au Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP).

### **1.2 DUREE ET PLANNING DE REALISATION**

Le marché est conclu à compter de sa date de notification.

La mission s'achèvera à la restitution de la parcelle libérée à la ville de LYON.

Le délai prévisionnel envisagé est de 24 mois.

### **1.3 ARRET DE L'EXECUTION DES PRESTATIONS**

Des phases techniques sont définies au CCTP.

Par dérogation à l'article 22 du CCAG-PI, seul le pouvoir adjudicateur peut décider, au terme de chaque phase, de ne pas poursuivre l'exécution des prestations. La décision d'arrêter l'exécution des prestations ne donne lieu à aucune indemnité.

L'arrêt de l'exécution des prestations entraîne la résiliation du marché.

### **1.4 PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHE**

Le marché, dont seul l'exemplaire original conservé dans les archives de l'Anses fait foi, est constitué des documents ci-après par ordre de priorité décroissant :

- L'acte d'engagement et son annexe financière;
- Le présent cahier des clauses administratives particulières (CCAP) ;
- Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) ;
- Le cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de prestations intellectuelles (CCAG/PI) – arrêté du 30 mars 2021 ;
- L'offre du titulaire ;
- Les éventuels actes spéciaux de sous-traitance et leurs éventuels actes modificatifs postérieurs à la notification du marché.

### **1.5 DISPOSITION PARTICULIERE :**

Les conditions générales de ventes du titulaire indiquées dans les contrats et leurs annexes, dès lors qu'elles sont contraires aux dispositions du présent document et du CCAG visé supra, sont réputées non écrites et ne sont pas opposables au présent contrat.

### **1.6 FORME DES NOTIFICATIONS ET INFORMATIONS.**

En application de l'article 3.1 du CCAG/PI, la notification au titulaire des décisions ou informations de l'Anses qui font courir un délai peut être faite par voie postale, remise directe contre récépissé, échange dématérialisé ou sur support électronique ou tout autre moyen permettant d'attester la date de réception de la décision ou de l'information.

## 1.7 COTRAITANCE

Le marché sera conclu :

Soit avec un prestataire unique,

Soit avec des prestataires groupés selon la définition suivante :

Pour le présent marché, les titulaires sont considérés comme groupés et sont appelés cotraitants s'ils ont souscrit un acte d'engagement unique.

L'un d'entre eux, désigné dans l'acte d'engagement comme mandataire, représente l'ensemble des cotraitants vis-à-vis du pouvoir adjudicateur.

Si le marché ne désigne pas de cotraitant mandataire, celui qui est énuméré en premier dans l'acte d'engagement est considéré comme mandataire des autres cotraitants.

Les cotraitants sont solidaires lorsque chacun d'eux est engagé pour la totalité du marché et doit pallier une éventuelle défaillance de ses partenaires.

Le groupement est conjoint lorsque chacun des prestataires membres du groupement s'engage à exécuter la ou les prestations qui sont susceptibles de lui être attribuées dans le marché.

Toute notification d'une décision ou communication du pouvoir adjudicateur est adressée au mandataire qui a seul la qualité pour présenter des réserves.

***En cas de groupement conjoint, le mandataire est solidaire de chacun des membres du groupement dans les obligations contractuelles de celui-ci à l'égard du représentant du pouvoir adjudicateur.***

## 1.8 SOUS-TRAITANCE

Le titulaire du marché peut sous-traiter l'exécution de certaines parties de son marché, sous réserve de l'acceptation du ou des sous-traitants par le pouvoir adjudicateur et de l'agrément par lui des conditions de paiement de chaque sous-traitant.

Dans tous les cas de figure, seul le titulaire du marché demeure l'interlocuteur du pouvoir adjudicateur et est responsable de l'ensemble des prestations fournies par son sous-traitant.

La demande de sous-traitance peut intervenir au moment du dépôt de l'offre ou après le dépôt de l'offre dans les conditions définies aux articles L 2193-1 à L2193-14 et R 2193-1 à R 2193-22 du code de la commande publique.

**Pour chaque sous-traitant présenté, le titulaire doit fournir :**

- la déclaration de sous-traitance DC4 ([HTTPS://WWW.ECONOMIE.GOUV.FR/DAJ/FORMULAIRES-DECLARATION-DU-CANDIDAT](https://www.economie.gouv.fr/DAJ/formulaires-declaration-du-candidat) ).

Ce formulaire est dûment rempli et **signé par le titulaire**, (le cas-échéant par le co-traitant), **ET le sous-traitant** non seulement pour la déclaration de sous-traitance mais aussi pour tout acte modificatif à la hausse comme à la baisse susceptible d'intervenir en cours d'exécution. Le montant des prestations est présenté selon une décomposition en correspondance avec la décomposition de prix prévue au marché (n° de prix, intitulé, montant HT, et indication du taux de TVA en cas d'auto liquidation),

- le **formulaire tiers fournisseur** joint au DCE,

- un extrait Kbis,

- une copie des contrats d'assurance responsabilité civile,
- un RIB ou RIP **si le sous-traitant a droit au paiement direct**,
- les éléments permettant d'apprécier les capacités professionnelles et techniques du sous-traitant en rapport avec les prestations concernées :
- qualification(s) professionnelle(s) ou équivalent,
- ou liste des prestations en cours d'exécution ou exécutés au cours des 5 dernières années, indiquant notamment le montant, la date et le destinataire public ou privé.

## **ARTICLE 2      MODALITES D'EXECUTION DES PRESTATIONS**

### **2.1      DISPOSITION GENERALES ET REFERENCES AUX NORMES**

Le Titulaire devra se conformer à toutes les procédures organisationnelles et administratives définies au présent CCAP, au CCP ou qui seront définies par l'Anses en cours d'exécution du présent Marché.

L'ensemble de ces procédures s'appliquera de plein droit au Titulaire et sans surcoût pour le pouvoir adjudicateur.

Le marché devra être exécuté conformément aux règlements, normes et spécifications techniques en vigueur.

### **2.2      DELAIS D'EXECUTION**

Les délais d'exécution figurent dans le CCTP.

En dérogation aux dispositions de l'article 13.3 du CCAG/PI, toute difficulté concernant les délais doit être aussitôt signalée à l'Anses, en tout cas impérativement avant l'expiration du délai contractuel. Une prolongation du délai d'exécution peut être alors accordée par le pouvoir adjudicateur au titulaire dans les conditions de l'article 13.3 du CCAG/PI.

### **2.3      REUNION**

Le titulaire devra systématiquement assister aux différentes réunions/échanges avec les représentants de l'ANSES sous peine de se voir appliquer les pénalités prévues au présent CCAP.

### **2.4      LIVRABLES**

Le titulaire, dans le cadre de sa mission, pourra être amené à remettre des livrables.

En cas de retard dans la remise des livrables, les pénalités visées à l'article 2.5.1 du présent CCAP, pourront être appliquées.

### **2.5      PENALITES**

Dans le cas où les prescriptions ne seraient pas observées, il sera fait application de pénalités qui pourront se cumuler.

En application de l'article 14.1.2 du CCAG/PI, le montant total des pénalités de retard ne peut excéder 10 % du montant total hors taxes marché.

En dérogation aux dispositions de l'article 14.1.1 du CCAG/PI, quel que soit le montant des pénalités et sur décision du représentant du pouvoir adjudicateur, l'Anses se réserve la possibilité de renoncer à la mise en œuvre de tout ou partie des pénalités précitées.

Le montant des pénalités vient en déduction de la dernière facture. Sinon, il fait l'objet d'un titre de perception à recouvrer par l'agence comptable de l'Anses.

### **2.5.1 Pénalités pour retard dans la remise des documents**

En dérogation aux dispositions de l'article 14.1.1 du CCAG/PI, lorsque les délais contractuels sont dépassés par le fait du titulaire, celui-ci encourt, sans mise en demeure préalable, une pénalité forfaitaire de retard de 100 € par jour de retard et par livrable.

### **2.5.2 Pénalités en cas d'absence aux réunions**

Une pénalité de 75 € sera appliquée, de plein droit, à chaque absence non justifiée aux réunions de chantier.

## **ARTICLE 3 RESPONSABILITE ET OBLIGATIONS DU TITULAIRE**

Dans le cadre de l'exécution du marché, le titulaire est soumis à une obligation de résultats.

### **3.1 PERSONNEL DU TITULAIRE – DOMMAGES**

Pendant l'exécution de la prestation, le titulaire est responsable de son personnel en toute circonstance et pour quelque cause que ce soit.

Les préposés du titulaire affectés à la réalisation de la prestation resteront placés sous son autorité et sous sa responsabilité exclusive.

Ces personnels resteront à tout moment les préposés du titulaire sur lesquels ce dernier assumera seul et directement, par les moyens de son choix et sous sa responsabilité, la direction, l'encadrement, la discipline et la formation.

Le titulaire du marché est responsable des accidents survenus par le fait de son personnel, ainsi que des vols qui pourraient être commis par ses employés.

Il est responsable des dommages que ses employés peuvent causer directement ou indirectement :

- aux personnels de l'Anses ou à des tiers,
- aux biens appartenant à l'Anses ou à des tiers.

### **3.2 DISPOSITIONS APPLICABLES EN CAS DE MOUVEMENTS SOCIAUX DU PERSONNEL DU TITULAIRE OU D'IMPOSSIBILITE MOMENTANEE D'EXECUTER LES PRESTATIONS**

En cas d'arrêt de travail pour fait de grève des salariés de la société le titulaire s'engage à prendre toute mesure conservatoire qu'il juge utile pour garantir l'Anses contre tout préjudice et la baisse du niveau de service.

En cas d'impossibilité par le titulaire de respecter momentanément ses engagements, l'Anses peut faire procéder par un tiers à l'exécution des prestations prévues par le marché, aux frais et risques du titulaire. L'augmentation des dépenses, par rapport aux prix du marché, résultant de l'exécution des prestations aux frais et risques du titulaire peut lui être imputée sur décision du pouvoir adjudicateur. La diminution des dépenses ne lui profite pas.

### **3.3 CLAUSE ENVIRONNEMENTALE**

Le titulaire du marché doit s'inscrire dans un engagement global en faveur du développement durable en prenant notamment en compte les enjeux environnementaux dans l'exécution de la prestation. Au-delà d'une simple déclaration d'intention, le titulaire du marché devra être en mesure en cours d'exécution du contrat de démontrer sa capacité à améliorer de façon continue les performances environnementales et/ou les maintenir à un niveau élevé et ainsi en faire notamment bénéficier l'Anses.

### **3.4 ASSURANCES**

Dans le cadre de son activité, objet du présent marché, le titulaire atteste de sa couverture par la souscription d'une police d'assurance garantissant les conséquences pécuniaires de sa responsabilité civile susceptible d'être engagée pour les dommages matériels et corporels.

Il s'engage, sur toute demande faite par les services de l'Anses par lettre recommandée avec avis de réception postal ou en cas de modification des conditions de sa police d'assurance, à communiquer une attestation de souscription de la police d'assurance en cours de validité.

A défaut de production dans un délai de 15 jours ouvrés (comptés à partir de la réception de la demande), le marché pourra être résilié pour faute, conformément à l'article 39 du CCAG- PI.

### **3.5 CONFIDENTIALITE**

Le titulaire du marché est astreint à une obligation de confidentialité, notamment à l'égard de tout tiers extérieur à l'Anses, pour toutes les opérations qui lui sont confiées.

Sauf autorisation expresse de l'Anses, il s'engage à n'utiliser et à ne divulguer à des tiers aucun fait, information, connaissance, document ou autre dont il aurait reçu communication ou pris connaissance à l'occasion de l'exécution du marché, ainsi qu'aucun résultat de ses travaux.

Ces obligations persisteront après l'exécution du marché. Ces obligations s'imposent également au personnel du titulaire ayant eu accès aux informations traitées.

Le non-respect de ces obligations, indépendamment des sanctions pénales éventuellement encourues, pourra autoriser l'Anses à résilier le marché pour faute conformément à l'article 39 du CCAG- PI.

### **3.6 PREVENTION DE SANTE SECURITE AU TRAVAIL**

Les activités menées à l'Anses ainsi que la co-activité lors de l'intervention du titulaire et de ses éventuels sous-traitants peuvent générer des risques particuliers nécessitant d'être maîtrisés en application des principes généraux de prévention de santé sécurité au travail.

Les exigences réglementaires en matière d'intervention d'entreprise extérieure notamment celles définies dans le Code du Travail à l'article R4511-1 et suivants sont applicables à l'Anses.

En fonction du type de marché et des exigences réglementaires applicables, l'Anses et le titulaire établissent au début du marché un des documents relatifs à la prévention des risques liés à la co-activité (plan de prévention, plan particulier de sécurité et de protection de la santé ou protocole de sécurité).

Le titulaire pourra être amené à la demande de l'Anses à participer aux inspections préalables et aux réunions de suivi du dispositif de prévention des risques tout au long du marché.

Le titulaire transmet à son personnel les instructions nécessaires à la maîtrise des risques lors de l'intervention et s'assure de leur application tout au long de l'exécution du marché.

En cas d'accident ou incident ayant révélé un risque grave, le titulaire s'engage à prévenir le représentant du pouvoir adjudicateur de l'Anses dans les plus brefs délais. De la même manière, l'Anses alerte le titulaire dans les plus brefs délais si un salarié est exposé à un danger grave.

Concernant les accès aux locaux et aux installations, tout intervenant du titulaire doit se conformer aux conditions d'accès et d'intervention applicables sur les entités de l'Anses.

Le titulaire s'engage à respecter et à faire appliquer par son personnel et celui de ses sous-traitants les règles suivantes :

- Donner à l'Anses la liste du personnel intervenant à l'Anses au préalable de l'intervention et la mettre à jour tout au long de l'exécution du marché ;

- Demander l'autorisation de l'Anses pour faire accéder sur le site de nouveaux collaborateurs employés par le titulaire ou par un des sous-traitants au préalable de l'intervention ;
- Faire se présenter les nouveaux agents du titulaire et de ses sous-traitants au poste de contrôle et sécurité ou à l'accueil du site, pour un enregistrement et le dépôt d'une pièce d'identité ;
- Faire signer à chaque employé du titulaire et de ses sous-traitants un engagement individuel relatif au port du badge.

En cas de non-respect des dispositions énoncées ci avant, l'Anses pourra refuser l'accès au site d'un membre du personnel du titulaire ou demander son remplacement.

### **3.7 CLAUSE DE REEXAMEN**

En application de l'article R2194-1 du code de la commande publique, le marché pourra faire l'objet de modifications, quel qu'en soit le montant, dans les conditions définies ci-après.

#### **Modifications pouvant faire l'objet d'une clause de réexamen:**

##### **1/ Ajout d'une ou plusieurs prestation(s) entrant dans l'objet du marché non initialement prévue(s) au marché mais devenue nécessaire(s) en cours d'exécution de celui-ci ;**

A cet effet, le titulaire établira, à la demande de l'Anses, un devis décrivant le prix et les caractéristiques de la prestation à ajouter, sur la base des conditions tarifaires définies par le présent marché pour des prestations similaires.

Les modifications sont soumises à l'accord de l'Anses et seront intégrées au marché par la signature d'un avenant entre les parties.

##### **2/ Prolongation de la durée du présent marché en cas de nécessité.**

Toute prolongation du marché sera effectuée d'un commun accord entre les parties et fera l'objet d'un avenant.

**3/ Si au cours de l'exécution du marché, son économie venait à se trouver déséquilibrée, les conditions contractuelles seraient réexaminées à l'initiative de l'une ou l'autre des parties sur la production de justificatifs nécessaires.** Suivant le contexte économique, les modifications pourront porter sur l'ensemble des dispositions relatives aux conditions financières et aux modalités de la révision des prix pendant la période liée à la nouvelle conjoncture économique.

Ces modifications seront effectuées d'un commun accord entre les parties et seront intégrées au marché par la signature d'un avenant entre les parties.

A l'extinction du fait générateur, les parties conviendront d'un retour aux conditions normales d'exécution du marché.

La demande de réexamen est adressée par la partie qui en prend l'initiative par tout moyen donnant date certaine. A défaut d'accord entre les parties dans un délai de 60 jours suivant la date de réception de la demande de réexamen, le contrat est résilié sans mise en demeure préalable et sans indemnité.



## **ARTICLE 4 CESSION DES DROITS**

Les dispositions du chapitre 6 du CCAG/PI s'appliquent.

Le titulaire cède, à titre non exclusif, à l'Anses ses droits d'auteur sur les résultats des prestations décrites dans le marché en vue de leur exploitation sur tout support (présent et à venir) et pour tout procédé et pour un usage public : les droits d'utilisation, de reproduction, de représentation et d'adaptation pour toute la durée des droits d'auteur à compter de la notification du marché. Cette cession vaut sur le monde entier.

Le Titulaire garantit à l'Anses une jouissance paisible des droits cédés sur les documents.

Il garantit notamment à l'Anses contre toute réclamation, revendication, recours ou action de toute personne quelle qu'elle soit.

Le prix de la cession est compris dans la rémunération perçue par le titulaire au titre des prestations objets du présent marché.

## **ARTICLE 5 VERIFICATION ET ADMISSION**

Les opérations de vérification et d'admission sont effectuées conformément aux dispositions du chapitre 5 du CCAG/PI.

Le constat du « service fait » par le pouvoir adjudicateur vaut admission des prestations.

## **ARTICLE 6 MODALITES FINANCIERES**

### **6.1 FORME DU PRIX**

Le marché est à prix forfaitaire fermes et actualisable.

Les prix du marché sont réputés comprendre notamment toutes les charges fiscales ou autres, frappant obligatoirement les fournitures et prestations, ainsi que tous les frais engagés par le titulaire pour l'exécution de la prestation (conditionnement, emballage, manutention, assurance, stockage, transport jusqu'au lieu de livraison, frais de déplacement et d'hébergement de ses personnels, ...).

### **6.3 MODALITES D'ACTUALISATION DU PRIX**

Les prix du marché sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois de remise des offres ; ce mois est appelé m0.

En cas de négociations, les prix du marché sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois de signature de l'offre finale par le titulaire.

Si un délai supérieur à 3 mois s'écoule entre le 1er jour du mois d'établissement du prix et le début du délai contractuel d'exécution, le prix initial sera actualisé dans les conditions suivantes :

L'actualisation est effectuée par application aux prix du marché concerné d'un coefficient Cn donné par la formule :

$$C_n = I(d-3)/I_0$$

dans laquelle I<sub>0</sub> et I(d-3) sont les valeurs prises respectivement au mois zéro et au mois (d-3) par l'indice de référence I du marché concerné, sous réserve que le mois d du début du délai contractuel d'exécution des travaux soit postérieur de plus de trois mois au mois zéro.

L'indice de référence I pour l'actualisation des prix des travaux faisant l'objet du marché, et leurs poids respectifs, est l'indice national BT01 relatif aux bâtiments (publié au Bulletin Officiel du

ministère de l'Équipement, de l'Aménagement du Territoire et des Transports et au Moniteur de travaux publics).

## **6.2 AVANCE**

L'option B prévue à l'article B. 11.1 du CCAG/PI est retenue.

En application des articles R 2191-3 et suivants du code de la commande publique, sauf renonciation du titulaire, une avance peut être accordée, si les conditions sont réunies.

L'Anses se réserve le droit d'effectuer le remboursement de l'avance dès la première facture afférente.

## **6.3 REGLEMENT DES COMPTES**

Les prestations, objet du marché, seront rémunérées, dans les conditions fixées par les règles de la comptabilité publique, par virement sur le compte indiqué par le titulaire dans son offre. Conformément à l'article R 2192-10 du code de la commande publique, le délai de paiement est de trente jours à réception des factures par le pouvoir adjudicateur sous réserve d'exigibilité de celles-ci à cette date.

Le dépassement du délai global de paiement ouvre de plein droit et sans autre formalité, pour le titulaire du marché ou le sous-traitant payé directement, le bénéfice d'intérêts moratoires et le versement d'une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement à compter du jour suivant l'expiration du délai global et jusqu'à la date de remise en paiement du principal, suivant la réglementation en vigueur.

En cas de dépassement de ce délai contractuel, le taux des intérêts moratoires applicable est le taux d'intérêt de la principale facilité de refinancement appliquée par la Banque centrale européenne à son opération de refinancement principal la plus récente effectuée avant le premier jour de calendrier du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points.

## **6.4 PRESENTATION DES DEMANDES DE PAIEMENTS – FACTURATION ELECTRONIQUE**

### **6.4.1 Présentation des demandes de paiements**

Les factures sont établies sur la base des prix tels qui figurent sur l'offre financière du titulaire, en fonction des prestations effectivement réalisées et validées.

Les documents afférents au paiement devront porter, outre les mentions légales (article D2192-2 de la commande publique), les indications suivantes :

#### ➤ Mentions d'identification :

- Nom complet et adresse de l'émetteur et du destinataire de la facture ;
- Identifiant **Siret** de l'émetteur et du destinataire de la facture (ou pour les émetteurs ne disposant pas de numéro Siret, l'identifiant défini à l'article 6 de l'arrêté du 9 décembre 2016).
- Mention claire et lisible de la domiciliation du fournisseur, dans le corps de la facture (code établissement, code guichet, numéro de compte, clé RIB ou RIP).

#### ➤ Éléments concernant la facture :

- la date d'émission de la facture ;
- le numéro unique basé sur une séquence chronologique et continue établie par l'émetteur de la facture, la numérotation pouvant être établie dans ces conditions sur une ou plusieurs séries ;

#### ➤ Éléments concernant la prestation facturée :

- **Le numéro d'engagement (n°CENG transmis par l'Anses)**
- **le numéro du marché**
- la date de livraison des fournitures ou d'exécution des services ou des travaux ;
- la quantité et la dénomination précise des produits livrés, des prestations et travaux réalisés ;
- le prix unitaire hors taxes des produits livrés, des prestations et travaux réalisés ou, lorsqu'il y a lieu, leur prix forfaitaire ;
- le montant total hors taxes et le montant de la taxe à payer, ainsi que la répartition de ces montants par taux de taxe sur la valeur ajoutée, ou, le cas échéant, le bénéfice d'une exonération ;
- le cas échéant, les modalités particulières de règlement ;
- le cas échéant, les renseignements relatifs aux déductions ou versements complémentaires ;

Si le titulaire est établi dans un autre pays de l'Union européenne sans avoir d'établissement en France, il facturera ses prestations suivant les règles de la TVA intracommunautaire.

Numéro d'identification de TVA intracommunautaire de l'Anses : **FR 54130012024**

Le cas échéant, le titulaire transmet à l'Anses le nom et les coordonnées de son représentant fiscal en France.

**Service chargé du traitement des factures :** Pour toute question relative au traitement de vos factures déjà communiquées, le contact est :

**Anses**

**Agence comptable / Service facturier**

**14 rue Pierre et Marie Curie**

**94701 Maisons Alfort cedex**

**[servicefacturier@anses.fr](mailto:servicefacturier@anses.fr) / 01.77.74.17.22.**

#### 6.4.2 Modalités de dépôts des factures



**Pour toute entreprise, le dépôt de vos factures doit se faire obligatoirement\* Sur le portail Chorus Pro ([www.chorus-pro.gouv.fr/](http://www.chorus-pro.gouv.fr/) ; solution gratuite).**

**\*Toute facture non déposée sur Chorus Pro sera considérée comme non opposable à l'Anses, elle sera réputée non reçue et ne sera pas traitée.**

##### **Pour la connexion à Chorus Pro :**

- Identifiant à utiliser (compte facturé) : 130 012 024 00183
- Numéro d'engagement : le **numéro de la CENG** (pour les marchés forfaitaires)
- **Dans chorus : le destinataire est-il l'Etat ? : répondre NON**
- **Code service (facultatif) : l'ANSES n'en a pas.**

***En cas de sous-traitance ouvrant au droit au paiement direct du sous-traitant par le pouvoir adjudicateur :***

***Les factures du sous-traitant sont libellées au nom du titulaire et transmises à ce dernier car celui-ci est le seul responsable de la bonne exécution de la commande vis-à-vis du pouvoir adjudicateur.***

***Le Titulaire adresse au pouvoir adjudicateur une autorisation de paiement signée par une personne habilitée à l'engager comportant :***

- ***la désignation du sous-traitant ;***
- ***le numéro du marché concerné ;***

- *la somme à payer au sous-traitant.*

*L'autorisation de paiement doit être accompagnée d'une copie de la facture du sous-traitant afin de pouvoir vérifier l'adéquation du prix avec les prix du marché.*

**Les projets de décompte seront établis et transmis dans les conditions énoncées ci-dessus.**

## **ARTICLE 7 AUTRES DISPOSITIONS**

**La personne habilitée à fournir les renseignements prévus à l'article R 2191-59 du code de la commande publique est :**

Le Directeur général de l'Anses  
14 rue Pierre et Marie Curie  
94701 Maisons-Alfort Cedex

**Le comptable assignataire des paiements est :**

L'Agent comptable principal de l'Anses  
14 rue Pierre et Marie Curie  
94701 Maisons-Alfort Cedex

**NB :** dans le cadre d'un nantissement ou d'une cession de créance l'exemplaire unique du marché devra être produit par l'établissement de crédit sollicité, entre les mains du seul comptable principal de l'Anses.

## **ARTICLE 8 LITIGES**

Pour tout différend qui s'élèverait entre les parties, celles-ci s'obligent à rechercher préalablement un accord amiable suivant les dispositions du code de la commande publique (L2197-3 à L2197-4, L2397-1 et R2197-1, R2197-16, R2197-23 à R2197-24).

Pour connaître d'éventuels litiges ne recevant pas de solution amiable, les tribunaux administratifs français sont seuls compétents conformément aux règles de compétence en la matière.

## **ARTICLE 9 RESILIATION**

### **9.1 DISPOSITIONS GENERALES**

L'Anses peut à tout moment, qu'il y ait faute ou non du titulaire, mettre fin à l'exécution des prestations avant l'achèvement de celles-ci, par une décision de résiliation du marché notifiée au titulaire. En dérogation à l'article 40 du CCAG/PI, la résiliation du marché ne donnera pas lieu au versement d'indemnité.

### **9.2 EXÉCUTION DE LA PRESTATION AUX FRAIS ET RISQUES DU TITULAIRE**

En cas d'inexécution par le titulaire du marché d'une prestation qui, par sa nature, ne peut souffrir d'aucun retard, ou en cas de résiliation du marché prononcé pour faute du titulaire, le pouvoir adjudicateur peut faire procéder par un tiers à l'exécution des prestations prévues par le marché aux frais et risques du titulaire, dans les conditions de l'article 27 du CCAG/PI.

## **ARTICLE 10 DEROGATIONS AU CCAG-PI**

L'article 1.3 du CCAP déroge à l'article 22 du CCAG/PI

L'article 2.2 du CCAP déroge à l'article 13.3 du CCAG/PI

L'article 2.5 du CCAP déroge à l'article 14.1.1 du CCAG/PI

L'article 2.5.1 du CCAP déroge à l'article 14.1.1 du CCAG/PI

L'article 9.1 du CCAP déroge à l'article 40 du CCAG/PI.